

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 14 FEVRIER 2007

WOENSDAG 14 FEBRUARI 2007

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 34 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le régime de TVA applicable aux dons de stocks" (n° 14036)

01.01 Bart Tommelein (VLD): Les dons gratuits de stocks sont assimilés à des livraisons pour lesquelles la TVA est due. C'est logique, puisque la TVA versée au fournisseur peut faire l'objet d'une déduction.

En 1984, le ministre des Finances a répondu à une question sur le don d'un stock à une œuvre humanitaire que la TVA est due sur le prix d'achat normal des biens offerts au moment où ils sont retirés du stock. Dans la pratique, certains comptables-fiscalistes résolvent la question en établissant une facture d'un montant minime.

L'administration fiscale s'en tient-elle toujours à la position de 1984 ? Quel sort réserve-t-elle aux factures portant sur de si petits montants ?

01.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : L'article 12 du Code de la TVA stipule qu'une donation à une œuvre de bienfaisance de biens soumis à la TVA est assimilée à une livraison taxable. L'article 33 stipule que la TVA due doit être calculée sur la base du prix d'achat ou de revient des biens en question, compte tenu de leur état et de leur âge. C'est le contribuable qui détermine la valeur des biens, sous le contrôle de l'administration fiscale. Ces principes sont inchangés et restent effectivement d'application.

En revanche, si les biens ne sont pas légués à une œuvre de bienfaisance reconnue, le prélèvement peut être exonéré de taxe en vertu de l'article 4 du code de la TVA, à condition que l'organisation exporte les biens en dehors de l'Union européenne.

Si un contribuable vend des biens provenant de son stock à titre onéreux, la taxe est calculée sur tout ce que le fournisseur reçoit ou doit recevoir en contrepartie. Si la livraison ne se fait pas à titre onéreux – c'est-à-dire gratuitement ou à un prix dérisoire –, le fournisseur doit procéder au prélèvement comme stipulé à l'article 12 du Code de la TVA. Le caractère dérisoire ou non du prix est une question de fait qui doit être examinée au cas par cas. Le cas échéant, les personnes concernées peuvent toujours prendre contact avec le bureau local de l'administration de la TVA. Par ailleurs, je peux toujours demander à mes services d'examiner certains cas concrets.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la situation en ce qui concerne l'instauration d'une cotisation générale d'emballage" (n° 14065)**
- **M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la cotisation générale**

d'emballage" (n° 14102)

02.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : Opérer le glissement des charges grevant le travail et la production vers les taxes environnementales n'est pas chose évidente. La taxe sur les emballages de boissons, encore appelée taxe Reynders, a été annulée par la Cour d'arbitrage et pour sauver le budget 2007, le ministre a déposé un projet instaurant une cotisation générale sur les emballages réutilisables pour boissons. Ce projet figure à l'ordre du jour de cet après-midi.

Une autre mesure fiscale écologique est l'instauration d'une cotisation générale d'emballage, la taxe « Al Gore », associée à la quantité de CO₂ émise lors de la production du matériel d'emballage. Cette mesure doit rapporter annuellement 640 millions d'euros mais étant donné qu'elle ne prendra effet que le 1^{er} juillet 2007, un montant de 320 millions d'euros a été inscrit au budget de cette année. L'instauration de cette taxe est loin d'être évidente. Il est très difficile de concrétiser cette proposition de façon techniquement judicieuse et cohérente et les entreprises seront en outre confrontées à d'importantes tracasseries administratives. Une grande surface propose dans ses rayons quelque 10.000 produits différents. Si la taxe doit être calculée pour l'ensemble de ces produits, je souhaite bonne chance aux entrepreneurs.

Quel est l'état de la situation ? Quand le projet de loi sera-t-il prêt ?

02.02 Carl Devlies (CD&V) : La déclaration gouvernementale d'octobre 2006 annonçait une nouvelle redevance sur les emballages, devant entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2007, qui rapporterait annuellement 640 millions d'euros. Cependant, à l'approche de la dissolution du Parlement, il reste très peu de temps pour adopter la nouvelle législation.

Quelle est la situation ? Quelles sont les intentions du gouvernement ? La nouvelle redevance est-elle destinée à remplacer la taxe sur les récipients pour boissons qui sera discutée en commission cet après-midi ?

Les tarifs de la nouvelle redevance sont fixés en fonction de l'émission de CO₂ lors de la production. Or, la distribution de ces produits occasionne également des dégagements de CO₂. Cet aspect a-t-il également été pris en compte ?

02.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Je confirme la déclaration de politique générale d'octobre 2006. Nous nous concertons avec les secteurs concernés. Je serai peut-être en mesure, dans quelques semaines, de commenter les modalités d'application de la nouvelle mesure. Cette concertation est nouvelle et a été omise en 1993 lors de l'élaboration de la loi sur les écotaxes. Nous devons donc attendre la fin de la concertation.

02.04 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang) : L'Assemblée actuelle se réunira pour la dernière fois le 26 avril. Le temps presse. Le ministre fournit une réponse insignifiante car le projet ne sera tout de même pas prêt à temps et il appartiendra donc au prochain gouvernement de régler le problème. Le ministre dit qu'il n'y a pas eu de concertation par le passé mais qu'en revanche sa propre législation sur les écotaxes a fait l'objet de discussions avec le secteur sur les micro-contaminations et sur la définition des emballages recyclés. Il s'agissait d'une matière très technique et aujourd'hui on ne s'en sortira pas non plus.

C'est pourquoi, par mesure de sécurité, la législation sur les écotaxes a été généralisée après les critiques de la Cour d'arbitrage, afin de sauver le budget. Je doute que la taxe Al Gore voie le jour à l'avenir. Une fois de plus, il ne s'agissait probablement que d'une belle annonce. J'ai le sentiment que la fiscalisation de l'écologie est vouée à l'échec.

02.05 Carl Devlies (CD&V) : Je félicite le ministre, qui nous annonce à présent une concertation. S'il l'avait organisée comme il se doit au cours des années précédentes, il n'y aurait jamais eu de problèmes avec la Cour d'arbitrage ni d'arrêts d'annulation.

Le ministre essaye encore d'esquiver les questions, mais il faudra bien qu'il précise le point suivant : va-t-il intégrer la taxe sur les emballages de boissons dans la taxe générale sur les emballages ou les deux taxes coexisteront-elles ? Ne convient-il pas de faire la clarté sur ce point avant le début des négociations avec le

secteur ? Le ministre tiendra-t-il compte de la concertation lors de l'élaboration de son projet ?

02.06 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Par respect de la concertation, je répondrai seulement à l'issue de celle-ci. Le CD&V n'a peut-être pas l'intention de pratiquer un véritable dialogue, comme en 1993 lorsqu'il l'avait aussi escamoté, mais j'entends vraiment donner toutes ses chances au processus.

02.07 Carl Devlies (CD&V) : Lorsque l'on affirme avoir du respect pour la concertation, il convient de connaître au préalable l'objet des négociations. Aujourd'hui, le secteur ignore sur quoi la concertation doit porter exactement : sur une cotisation générale d'emballage ou sur une cotisation sur les emballages de boissons.

L'incident est clos.

03 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le régime fiscal et juridique des certificats fonciers" (n° 14068)

03.01 Jacques Chabot (PS) : La technique du certificat foncier ne semble pas être organisée par la loi, alors que sa pratique remonterait à trente ans environ.

Est-il exact qu'il est juridiquement et fiscalement possible de procéder à l'émission de certificats fonciers pour des terrains, de prévoir qu'après la vente la société ne doit pas immédiatement distribuer la plus-value mais peut également la placer en un autre investissement immobilier ou en des investissements mobiliers ?

Est-il possible de prévoir que, ne s'agissant pas de dividendes, des bénéfices peuvent être distribués avant d'être réalisés, par exemple dès lors qu'on constate que l'immeuble a acquis de la valeur avant que la vente ne soit réalisée ?

Est-il possible de disposer qu'il n'y aura pas d'assemblée générale des porteurs de certificats, de fixer à leur profit une garantie d'intérêt minimale moyennant par exemple une contrepartie consistant en une réduction de leur pourcentage de la plus-value ?

Est-il possible de disposer qu'une partie du capital des certificats est remboursable annuellement ou de donner des certificats en gage au profit d'une banque ?

Enfin, est-il possible actuellement de transformer des revenus professionnels en revenus mobiliers, en se basant sur le régime des certificats fonciers ?

03.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : En application de la loi du 16 juin 2006, les certificats immobiliers sont définis comme des titres de créance incorporant des droits sur les revenus, produits et prix de réalisation d'un ou plusieurs biens immobiliers déterminés lors de l'émission des certificats. Les certificats immobiliers et autres instruments financiers d'investissement dont l'actif sous-jacent est un bien immobilier sont considérés comme des instruments de placement au sens de l'article 4, § 1^{er} de la même loi.

Les relations entre les investisseurs et les émetteurs de certificats immobiliers reposent exclusivement sur un cadre contractuel dont les modalités seront reprises dans le prospectus obligatoire en cas d'offre publique ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé.

Il est contractuellement possible de procéder à l'émission publique de certificats immobiliers portant sur des terrains. Quoique cela ne semble pas exclu, les modalités contractuelles de ces instruments ne prévoient généralement pas la possibilité de réinvestir les plus-values dans un autre investissement immobilier ou mobilier.

La distribution réalisée par les détenteurs de titres de créances fait partie des dispositions contractuelles. Le prospectus relatara ces dispositions ainsi que tout risque financier lié à la distribution de sommes ou produits avant leur réalisation effective.

La création, l'organisation et les compétences de l'assemblée générale des porteurs de certificats sont régies par les dispositions contractuelles et reposent souvent sur l'usage et la pratique financière en la matière.

Rien ne semble empêcher un détenteur de certificats de donner ceux-ci en gage au profit d'une banque.

Les revenus des certificats immobiliers, rangés parmi les titres analogues visés à l'article 2, § 1^{er}, 8°, alinéa 1^{er} du CIR 1992, constituent des intérêts imposables conformément à l'article 19 du même Code. Les sommes qui, au moyen d'une certaine quotité de loyer, sont affectées au remboursement de la partie convenue d'avance du prix de souscription desdits certificats, ne constituent pas des intérêts imposables.

Quant à la question sur la nature professionnelle ou mobilière des revenus, il ne peut être exclu que la technique des certificats immobiliers soit utilisée afin de distribuer sous la forme d'intérêts le bénéfice de la vente d'un bien immobilier. Les principes généraux du CIR 1992 relatifs à la qualification d'un revenu trouveront toutefois naturellement à s'appliquer.

L'incident est clos.

04 Question de M. Jacques Chabot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la notion d'« entreposage de biens » en matière de TVA" (n° 14069)

04.01 Jacques Chabot (PS) : La position de l'administration, selon laquelle, en matière de location d'entrepôts, l'exonération de la TVA s'applique dès que les entrepôts ne sont pas conçus et exclusivement utilisés pour l'entreposage de biens, avec une tolérance lorsque la location d'entrepôts s'accompagne de la location de bureaux ne dépassant pas 10 % de la surface totale, semble remise en cause par la jurisprudence, et notamment les jugements des tribunaux civils de Bruxelles du 19 mai 2004 et d'Anvers du 12 septembre 2005.

Votre département a-t-il l'intention de corriger sa position ?

Quel serait le sort fiscal en cas de scission d'un immeuble entre entrepôt et bureaux qui seraient loués à une autre société ? Faut-il considérer que le critère retenu est celui de l'utilisation exclusive du bien ?

04.02 Didier Reynders, ministre (en français) : Une jurisprudence aussi restreinte ne suffit pas à remettre en cause une position administrative. Le jugement mentionné du tribunal d'Anvers ne paraît pas relever de cette matière.

Si les bureaux et l'entrepôt font l'objet de contrats distincts avec des personnes différentes, la location des bureaux est exemptée de la taxe par l'article 44, § 3, 2°, a du Code de la TVA tandis que la location de l'entrepôt est soumise à la taxe, conformément à l'exception prévue par ce même article.

En revanche, si un bâtiment est utilisé à la fois pour l'entreposage de biens et comme bureau ou espace de vente et loué à une même personne, l'opération constitue une seule opération économique exemptée de la taxe pour le tout, conformément à la position de la Cour de Justice des Communautés européennes affaire C 173/88 Skatteministeriet / Morten Henriksen du 13 juillet 1989).

L'incident est clos.

Le président : La question n° 14.101 de M. Carl Devlies sur la condamnation par la Cour de Justice de la réglementation belge relative à l'agrément des entrepreneurs est transformée en question écrite à la demande de son auteur, étant donné qu'il s'agit d'une matière relativement technique.

L'incident est clos.

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'audit final concernant l'erreur de calcul portant sur un montant de 883 millions d'euros" (n° 14104)

05.01 Carl Devlies (CD&V) : Notre commission a enfin pu prendre connaissance du rapport final de l'audit concernant l'erreur de calcul de 883 millions d'euros. Le secrétariat s'efforce de satisfaire au mieux les parlementaires mais il est tout de même curieux que nous ne puissions obtenir une copie du rapport et que nous devions nous-mêmes prendre des notes.

La cause officielle de l'erreur de calcul réside dans deux erreurs humaines : une direction de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus avait désactivé un filtre de sécurité et les services extérieurs ont validé un enrôlement par erreur. En outre, le programme du système d'enrôlement comporte encore des bogues. Enfin, le rapport indique que la communication a reposé sur des données erronées, une responsabilité imputée à l'administrateur général des impôts et du recouvrement, parce qu'il n'en a pas avisé le comité de direction.

Le ministre avait pris un certain nombre de mesures en attendant l'audit définitif. À présent qu'il est disponible, quelles mesures compte-t-il prendre ? Les recommandations de l'audit relatives au fonctionnement du SPF Finances sont essentielles et donnent l'impression que le département doit encore partir de zéro. Quelles sont les conclusions du ministre ? Qu'en est-il des numéros un et deux du département ? Pourrions-nous les auditionner en commission ?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : J'ai déjà remis à la commission deux documents qui pouvaient être obtenus sans problème au secrétariat.

Je ne comprends pas la question de M. Devlies concernant les numéros un et deux : nous continuons simplement avec les mêmes personnes.

Nous entendrons le 28 février M. Six, qui se charge des enrôlements. De nouvelles mesures pourront ensuite éventuellement être prises, mais pour l'heure tous les enrôlements se déroulent sans problèmes.

05.03 Carl Devlies (CD&V) : M. Six n'est pas le numéro un ni deux de l'administration du ministre.

Le **président** : L'audition aura lieu à 10 heures. M. Jamar remplacera le ministre.

05.04 Carl Devlies (CD&V) : Le président du comité de direction est M. Laes, du MR, le deuxième homme du comité de direction étant M. Delpoort, du PS. Il serait utile d'entendre ici ces personnes qui portent la responsabilité finale de ces erreurs. À mon avis, le ministre essaye d'éluder ses responsabilités en dissimulant certaines informations. Selon l'audit, la situation du département est particulièrement désastreuse.

Le **président** : Étant donné qu'il ne s'agit pas d'une interpellation, je demanderai à M. Devlies de bien vouloir respecter le temps de parole.

05.05 Carl Devlies (CD&V) : Je constate que M. Wathelot n'est pas davantage satisfait de la réponse du ministre.

Le **président** : Il s'agit d'une question et non d'une interpellation. Je ne peux donc pas donner la parole à M. Wathelot.

05.06 Carl Devlies (CD&V) : Je déposerai probablement une demande d'interpellation sur le sujet.

Le **président** : Le Règlement stipule que la commission peut demander des auditions mais qu'elle ne peut imposer au ministre les noms des fonctionnaires à entendre.

05.07 Didier Reynders, ministre : (*en français*) On m'interpelle régulièrement sur le manque de personnel

au département, mais s'il doit, en plus, venir tout le temps répondre à des questions ici, cela ira encore moins bien !

05.08 Carl Devlies (CD&V) : Le ministre estime donc qu'au regard de toutes les autres erreurs qui sont encore commises, une erreur de calcul portant sur un montant de 883 millions n'a pas tellement d'importance. Toutefois, le contrôle démocratique exige que toutes les personnes citées comme responsables dans le rapport soient également entendues ici.

Le **président** : L'audition se tiendra le 28 février. Si, par la suite, M. Devlies jugeait nécessaire d'encore obtenir davantage de détails, il lui sera toujours loisible de le faire par le biais d'une interpellation.

L'incident est clos.

06 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxation des plus-values sur actions" (n° 14087)

06.01 Melchior Wathelet (cdH) : La presse a relaté un préaccord entre le VLD et le sp.a pour taxer les plus-values sur actions. On parlait d'un impôt à un taux de 10 %, et d'une entrée en vigueur au 1^{er} mars 2007. Mais il y a eu un démenti le lendemain.

Y a-t-il eu une concertation sur le sujet ? D'où venait l'information ? Pouvez-vous démentir tout type de taxation sur les plus-values, surtout à un taux de 10 %, comme indiqué dans cet article ?

06.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Comme le premier ministre et les deux formations concernées l'ont confirmé, il n'y a aucune intention de taxer les plus-values. J'espère que vous transmettez l'information à M. Viseur et à votre présidente de parti, et que nous aurons moins de demandes de leur part.

Depuis huit ans, je fais en sorte que cette exonération des plus-values reste un avantage compétitif de la Belgique par rapport à d'autres pays. Je ne compte pas modifier cette situation.

Je sais que je peux compter sur votre soutien et j'espère que vous pourrez convaincre d'autres membres de votre formation de nous appuyer.

L'incident est clos.

07 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les enrôlements effectués au mois de janvier 2007" (n° 14176)

07.01 Carl Devlies (CD&V) : En janvier 2007, combien de cotisations avaient-elles déjà été établies en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques ? Dans combien de cas un supplément devra-t-il être versé et dans combien cas un remboursement devra-t-il être effectué ? Quels étaient les montants globaux ? Quel était le résultat final ? Le ministre peut-il communiquer les mêmes données en ce qui concerne l'impôt des sociétés ?

07.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Dans le secteur de l'impôt des personnes physiques, 1.285.672 cotisations au total avaient été établies en janvier 2007, dont 314.627 avec supplément pour un montant de 234.325.964,94 euros. 653.522 cotisations avec remboursement ont été établies pour un montant de 689.726.484,47 euros. Le résultat final s'élevait donc à moins 455.400.519,53 euros.

Dans le secteur de l'impôt des sociétés, 18.429 cotisations ont été établies en 2007 jusqu'à ce jour pour un montant de moins 225.871.035,79 euros. Il s'est agi d'un montant de 11.833,91 euros en ce qui concerne les cotisations avec supplément et d'un montant de 225.882.869,70 euros pour ce qui regarde les cotisations avec remboursement.

L'incident est clos.

08 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le personnel douanier" (n° 14124)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le personnel des douanes travaille en équipe et perçoit pour cela des indemnités supplémentaires. Ainsi, dix heures de travail seraient payées pour huit heures de prestations réelles.

Est-il exact qu'il a été procédé à ces paiements sans fondement juridique ? N'existe-t-il pas d'indemnités légales pour le travail en équipe ? Comment ces indemnités ont-elles été payées et à combien de personnes ? Quel en est le montant moyen par agent ? Les indemnités indûment versées devront-elles être remboursées ? Comment le ministre compte-t-il résoudre ce problème ? Est-il exact que les primes d'équipe sont octroyées exclusivement à Anvers, et non à Zeebrugge ?

08.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Au port d'Anvers, le service de vérification recourt à des volontaires en dehors des horaires normaux. En 2002, des scanners fixes et mobiles ont été mis en service. Ils sont actionnés par du personnel faisant partie du service de vérification classique. Ces agents ne travaillent pas en équipe mais à tour de rôle, avec des horaires qui ne correspondent pas, pour partie, aux heures de service habituelles. Ces heures sont payées au tarif des heures supplémentaires, ce qui signifie concrètement que chaque jour, deux heures supplémentaires sont payées à 100 %. Ce système représente un coût annuel de 385.000 euros.

Il serait judicieux, si ces activités se développaient, d'organiser le travail en équipe avec un régime de primes d'équipe adéquat. J'ai déjà invité les syndicats à une concertation.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Si l'on en croit le ministre, il n'y a aucun problème et les fonctionnaires concernés font juste quelques heures supplémentaires pour lesquelles ils sont rémunérés correctement. Mais d'après les informations dont je dispose, on leur paie des heures supplémentaires qu'ils n'ont pas réellement effectuées pour compenser le fait qu'ils ne perçoivent pas d'indemnité de shift. Ce système poserait aujourd'hui des problèmes.

Or ce personnel fournit un travail très important qui doit être valorisé comme il le mérite, cette valorisation devant toutefois reposer sur une base juridique appropriée. Les responsables de la mise en place du système actuel se seraient rendus coupables de faux en écriture. Quant à la situation du personnel concerné, elle devrait être régularisée.

L'incident est clos.

Le **président** : M. Servais Verherstraeten, qui est attendu dans une autre commission, n'a pas d'objections à ce que le ministre réponde par écrit à sa question n° 14140. Il en va de même pour sa question n° 14141.

09 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'impôt des sociétés sur les subventions régionales" (n° 14183)

09.01 Carl Devlies (CD&V) : Vendredi passé, le gouvernement a, semble-t-il, pris une décision concernant l'impôt des sociétés levé sur les subventions régionales. Cette mesure n'avait cependant pas été annoncée en commission de la semaine passée. Il s'agirait d'une décision visant à supprimer l'impôt des sociétés prélevé sur les aides à l'entreprise ainsi que sur les subventions agricoles. Cette mesure rapporterait un total de 72,2 millions d'euros aux entreprises. C'est en tout état de cause ce qu'a rapporté la presse, éveillant dans le secteur agricole l'impression que les subventions à l'agriculture relèveraient également de ce régime. En définitive, il semble qu'il n'en soit rien. Le ministre peut-il expliquer si les subventions régionales seront imposables ou non pour les exercices d'imposition 2007 et 2008 ?

09.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Le Conseil des ministres n'a pas décidé de supprimer l'impôt des sociétés.

09.03 Carl Devlies (CD&V) : Le ministre sort les choses de leur contexte.

09.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Nous passons de 40 % à moins de 34 % et même peut-

être à 25 % par le biais des intérêts notionnels, mais certainement pas à 0 % comme j'ai pu le lire. Il n'en demeure pas moins que je suis favorable à une réduction plus importante encore de l'impôt des sociétés dans la mesure où elle permet d'améliorer notre compétitivité et de créer un climat favorable aux investissements.

En matière de subventions régionales, certains subsides en capital et en intérêt sont d'ores et déjà exonérés en vertu des articles 117 à 119 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations. Cette exonération est également prévue dans le projet de loi portant des dispositions diverses qui est en discussion en ce moment.

Le 9 février 2007, le Conseil des ministres a chargé un groupe de travail d'établir une liste de primes et de subsides régionaux qui ne sont pas encore exonérés. Ce groupe de travail formulera également des propositions indiquant de quelle manière ces exonérations pourraient être compensées au plan budgétaire. En outre, mon administration a reçu une demande émanant des Régions à propos de l'exonération de l'impôt des sociétés sur les subventions agricoles, et une autre demande relative à la déductibilité d'un certain nombre de taxes environnementales. De son côté, le gouvernement flamand demande que l'expérience du fonds de compensation TVA soit poursuivie. Nous avons donc plusieurs chantiers en cours, et peut-être y en aura-t-il déjà certains éléments dans la nouvelle loi-programme, après le contrôle budgétaire de mars.

09.05 Carl Devlies (CD&V) : Le taux de l'impôt des sociétés a été effectivement revu à la baisse, mais, dans le même temps, la base imposable a été élargie, si bien qu'au total, la pression fiscale a augmenté. Je constate en outre que plus aucune décision définitive ne sera prise, lors de cette législature, à propos des subsides régionaux. Il est bon que l'on se penche sur le fonds de compensation TVA, car la libéralisation du marché du gaz et de l'électricité entraîne une énorme baisse des recettes pour les communes. N'oublions pas que le ministre a également imposé un nouveau prélèvement TVA aux communes, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 31.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.34 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de btw toegepast op het wegschenken van stocks" (nr. 14036)

01.01 Bart Tommelein (VLD): Een stock die gratis wordt weggegeven, wordt gelijkgesteld met een levering waarop btw moet worden betaald. Dit is logisch, aangezien de btw die werd betaald aan de leverancier, kan worden afgetrokken.

In antwoord op een vraag over het wegschenken van een voorraad aan een goed doel, antwoordde de minister van Financiën in 1984 dat de btw verschuldigd is op de normale aankoop prijs van de weggeschonken goederen op het tijdstip dat ze uit de voorraad worden geschonken. In de praktijk lossen sommige boekhouders-fiscalisten dit op door een factuur te maken voor een heel klein bedrag.

Houdt de fiscale administratie nog steeds vast aan het standpunt uit 1984? Wat doet de fiscale administratie met een factuur voor zo'n klein bedrag?

01.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Artikel 12 van het btw-wetboek bepaalt dat een schenking van belastingplichtige goederen aan een liefdadigheidsinstelling gelijkgesteld wordt met een belastbare levering. Artikel 33 bepaalt dat de verschuldigde btw moet worden berekend op basis van de aankoop prijs of de kostprijs van de goederen, waarbij rekening moet worden gehouden met de staat en de ouderdom ervan de goederen. De belastingplichtige bepaalt de waarde, onder controle van de fiscale administratie. Deze principes blijven inderdaad ongewijzigd van toepassing.

Als de goederen om niet worden geschonken aan een erkende organisatie met een goed doel, kan de onttrekking van de belasting wel worden vrijgesteld op basis van artikel 4 van het btw-wetboek. De

voorwaarde is dan, dat de organisatie de goederen uitvoert uit de Europese Gemeenschap.

Als een belastingplichtige onder bezwarende titel goederen verkoopt uit zijn voorraad, wordt de belasting berekend op al wat de leverancier als tegenprestatie krijgt of moet krijgen. Gebeurt dit niet onder bezwarende titel – dat wil zeggen gratis of tegen een belachelijk lage prijs – moet de leverancier onttrekking verrichten zoals bepaald in artikel 12 van het btw-wetboek. Of het om een belachelijk lage prijs gaat, is een feitenkwestie die geval per geval moet worden beoordeeld. De betrokkenen kunnen hiervoor altijd contact opnemen met de lokale dienst van de btw-administratie. Ik kan mijn dienst ook altijd vragen om concrete gevallen te beoordelen.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Hagen Goyvaerts** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de stand van zaken met betrekking tot de invoering van een algemene verpakkingsheffing" (nr. 14065)
- de heer **Carl Devlies** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de algemene verpakkingsheffing" (nr. 14102)

02.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): De verschuiving van lasten op arbeid en productie naar milieuheffingen verloopt niet van een leien dakje. De taks op drankverpakkingen, de zogenaamde Reynders-taks, werd door het Arbitragehof vernietigd en om de begroting 2007 te redden diende de minister een ontwerp in tot invoering van een veralgemeende heffing op herbruikbare drankverpakkingen. Dit ontwerp staat vanmiddag op de agenda.

Een andere ecologisch-fiscale maatregel is de invoering van een algemene verpakkingsheffing, de zogenaamde Al Gore-taks, die gelinkt wordt aan de hoeveelheid CO₂ die bij de productie van het verpakkingsmateriaal wordt uitgestoten. Dat moet jaarlijks 640 miljoen euro opbrengen, maar aangezien de maatregel pas ingaat op 1 juli 2007 werd voor dit jaar 320 miljoen euro ingeschreven in de begroting. De invoering van deze heffing is lang niet evident. Het is heel moeilijk om dit voorstel op een technisch haalbare en samenhangende wijze te concretiseren en aan de bedrijven zal een grote administratieve rompslomp worden opgelegd. In een warenhuis staan 10.000 verschillende producten in de rekken. Als de heffing voor al die producten moet worden berekend, dan wens ik de ondernemers veel succes.

Wat is de stand van zaken? Wanneer krijgen we het wetsontwerp?

02.02 Carl Devlies (CD&V): In de regeringsverklaring van oktober 2006 werd een nieuwe verpakkingsheffing aangekondigd die jaarlijks 640 miljoen euro zou opbrengen, met ingang op 1 juli 2007. Met de ontbinding van het Parlement in het vooruitzicht, is de tijd voor nieuwe wetgeving echter heel beperkt.

Wat is de stand van zaken? Wat zijn de intenties van de regering? Komt de nieuwe heffing in plaats van de heffing op de drankverpakking die vanmiddag wordt besproken in de commissie?

De tarieven van de nieuwe heffing zijn afhankelijk van de CO₂-uitstoot bij de productie, maar ook tijdens de distributie komt er CO₂ vrij. Wordt ook daarmee rekening gehouden?

02.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik bevestig de beleidsverklaring van oktober 2006. Wij overleggen met de betrokken sectoren. Misschien zal ik over enkele weken de toepassingsmodaliteiten van de nieuwe maatregel kunnen toelichten. Dat overleg is nieuw en werd in 1993 bij de ecotaksen over het hoofd gezien. We moeten dus het einde van het overleg afwachten.

02.04 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Op 26 april komt de huidige Kamer een allerlaatste keer samen. Het wordt dus kort dag. De minister geeft een nietszeggend antwoord omdat het ontwerp toch niet tijdig kan worden klaargestoomd en dit dus een klus wordt voor de volgende regering. De minister zegt dat er vroeger geen overleg was, maar voor zijn eigen ecotakswetgeving werd wel met de sector gediscussieerd over microcontaminaties en over de definitie van gerecycleerde verpakkingen zijn. Dat was zeer technisch en ook

nu zal men er niet uit geraken.

Voor alle zekerheid wordt daarom de ecotakswetgeving na kritiek van het Arbitragehof veralgemeend, zodat de begroting alsnog wordt gered. Ik betwijfel dat de Al Gore-taks er ooit komt. Het betrof waarschijnlijk weer niet meer dan een mooie aankondiging. De fiscalisering van de ecologie lijkt mij helemaal niet te lukken.

02.05 Carl Devlies (CD&V): Ik feliciteer de minister met het aangekondigde overleg. Indien hij de voorbije jaren keurig overleg had gepleegd, dan hadden de problemen met het Arbitragehof zich nooit voorgedaan en waren er nooit vernietigingsarresten geweest.

De minister probeert alweer de vragen te ontlopen, maar hij moet één zaak toch verduidelijken: zal hij de drankverpakkingsheffing integreren in de algemene verpakkingsheffing of zullen beide afzonderlijk blijven bestaan? Dat moet toch duidelijk zijn voor men onderhandelt met de sector? Zal de minister rekening houden met het overleg bij het opstellen van zijn ontwerp?

02.06 Minister Didier Reynders (Nederlands): Uit respect voor het overleg zal ik pas een antwoord geven na het overleg. Misschien heeft CD&V niet de intentie om tot echt overleg te komen, zoals ze dat ook in 1993 verzuimde, maar ik wil dat overleg wel degelijk de beste kansen geven.

02.07 Carl Devlies (CD&V): Als men beweert respect te hebben voor het overleg, dan moet men vooraf weten waarover men zal spreken en onderhandelen. De sector weet vandaag niet waarover precies moet worden overlegd, over een algemene verpakkingsheffing of over een heffing op de drankverpakkingen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "het fiscaal en juridisch regime van de vastgoedcertificaten" (nr. 14068)

03.01 Jacques Chabot (PS): De techniek van de vastgoedcertificaten is kennelijk niet wettelijk omschreven, terwijl dergelijke certificaten toch al dertig jaar gebruikt worden.

Klopt het dat het juridisch en fiscaal gezien mogelijk is om voor gronden vastgoedcertificaten uit te geven, terwijl men erin voorziet dat de vennootschap na verkoop de meerwaarde niet onmiddellijk moet uitkeren maar die ook in roerend of onroerend goed kan beleggen?

Gesteld dat het niet over dividenden gaat, kan men er dan bovendien in voorzien om de winsten reeds te verdelen nog voor deze gemaakt zijn, bijvoorbeeld wanneer wordt vastgesteld dat het onroerend goed nog voor de verkoop een bepaalde waarde heeft verworven?

Kan men beslissen geen algemene vergadering van certificaathouders te houden en een gewaarborgde minimumintrest in hun voordeel vast te leggen, middels een bepaalde tegenwaarde zoals bijvoorbeeld een vermindering van hun aandeel in de meerwaarde?

Kan men bepalen dat een deel van het kapitaal van de certificaten jaarlijks terugbetaalbaar is, of dat certificaten ten voordele van een bank in pand kunnen worden gegeven?

Kan men nu ten slotte, op basis van het regime van de vastgoedcertificaten, bedrijfsinkomsten omzetten in roerende inkomsten?

03.02 Minister Didier Reynders (Frans): Overeenkomstig de wet van 16 juni 2006 zijn de vastgoedcertificaten schuldinstrumenten die rechten incorporeren op de inkomsten, op de opbrengsten en op de realisatiewaarde van een of meerdere onroerende goederen die in de uitgifte van de certificaten bepaald werden. De vastgoedcertificaten en andere financiële beleggingsinstrumenten waarvan het onderliggend actief een onroerend goed is worden beschouwd als beleggingsinstrumenten in de zin van artikel 4, paragraaf 1 van dezelfde wet.

De relatie tussen de beleggers en de uitgevers van de vastgoedcertificaten berust uitsluitend op een contractueel kader waarvan de modaliteiten opgenomen zijn in de prospectus die verplicht is in geval een openbare aanbidding of van een toelating tot een verhandeling op een gereguleerde markt.

Contractueel gezien is het mogelijk om een openbare uitgifte te doen van vastgoedcertificaten met betrekking tot terreinen. Hoewel het niet uingesloten lijkt, voorzien de contractuele modaliteiten van die instrumenten meestal niet in de mogelijkheid om de meerwaarden te herbeleggen in een andere onroerende of roerende belegging.

De uitkering die wordt gerealiseerd door de houders van schuldinstrumenten maakt deel uit van die contractuele bepalingen. Deze bepalingen worden opgenomen in de prospectus, net als elk financieel risico dat verbonden is met de uitkering van de bedragen of producten alvorens deze werkelijk te gelde zijn gemaakt.

De oprichting, de organisatie en de bevoegdheden van de algemene vergadering van de certificaathouders worden geregeld door de contractuele bepalingen en berusten dikwijls op het gebruik en op de financiële praktijk op dit vlak.

Niets belet een houder van certificaten deze aan een bank te verpanden.

De inkomsten van vastgoedcertificaten, gerangschikt bij de soortgelijke effecten bedoeld bij artikel 2, § 1, 8°, eerste lid van het WIB 1992, vormen interesten die belastbaar zijn overeenkomstig artikel 19 van hetzelfde Wetboek. De bedragen die middels een bepaalde huursom worden gereserveerd voor de terugbetaling van het op voorhand overeengekomen gedeelte van de inschrijvingsprijs van de certificaten, zijn geen belastbare interesten.

Wat de vraag over de professionele of roerende aard van de inkomsten betreft, kan niet worden uitgesloten dat de techniek van de vastgoedcertificaten wordt gebruikt om de winst van de verkoop van een onroerend goed over interesten te verdelen. De algemene principes van het WIB 1992 betreffende het kwalificeren van een inkomst zullen echter vanzelfsprekend van toepassing zijn.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Jacques Chabot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het begrip 'opslaan van goederen' inzake btw" (nr. 14069)

04.01 Jacques Chabot (PS): Volgens de belastingadministratie is de verhuur van opslagplaatsen vrijgesteld van btw, indien de opslagplaatsen niet uitsluitend bedoeld zijn en gebruikt worden voor de opslag van goederen. Daarbij wordt een afwijking toegestaan wanneer de opslagplaatsen samen verhuurd worden met kantoorruimte die niet meer dan 10 procent van de totale oppervlakte bedraagt. Dat standpunt lijkt echter niet door de rechtbanken gevolgd te worden. Ik verwijs in het bijzonder naar de beslissingen van de burgerlijke rechtbanken van Brussel en Antwerpen van 19 mei 2004 en 12 september 2005.

Is uw departement zinnens zijn standpunt bij te sturen?

Wat gebeurt er uit fiscaal oogpunt, indien een gebouw wordt opgedeeld in een opslagplaats en kantoren die verhuurd worden aan een andere vennootschap? Mag men ervan uitgaan dat in dat geval het exclusief gebruik van het pand als criterium wordt gebruikt?

04.02 Minister Didier Reynders (Frans): Twee rechterlijke uitspraken volstaan niet om een administratieve stellingname onderuit te halen. De vermelde beslissing van de rechtbank te Antwerpen lijkt niet over die kwestie te gaan.

Indien er met onderscheiden personen aparte overeenkomsten voor de kantoren en de opslagplaats worden gesloten, is verhuur van de kantoren overeenkomstig artikel 44, § 3, 2°, a, van het btw-Wetboek vrijgesteld van btw, terwijl voor de verhuur van de opslagplaats btw moet betaald worden, overeenkomstig de door dat artikel opgelegde uitzondering.

Echter, overeenkomstig het standpunt van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen (zaak C-173/88 Skattenministeriet / Morten Henriksen van 13 juli 1989) vormt de verhuur van een gebouw dat zowel als opslagplaats van goederen en als kantoor- of verkoopruimte gebruikt wordt, aan een zelfde persoon een enkele economische operatie waarvoor geen belasting moet worden betaald.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vraag nr. 14.101 van de heer Carl Devlies over de veroordeling van de Belgische aannemersregistratieregeling door het Hof van Justitie wordt, op vraag van de indiener, in een schriftelijke vraag omgezet, omdat het gaat om een vrij technische aangelegenheid.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de eindaudit rond de rekenfout van 883 miljoen euro" (nr. 14104)

05.01 Carl Devlies (CD&V): Onze commissie kreeg eindelijk de kans om kennis te nemen van het eindverslag van de audit over de rekenfout van 883 miljoen euro. Het secretariaat doet alles om de parlementsleden ter wille te zijn, maar het is toch eigenaardig dat we geen kopie van het verslag kunnen krijgen en dat we zelf notities moeten nemen.

De officiële oorzaak van de rekenfout blijkt onder bij twee menselijke fouten te liggen: een directie van de Administratie van de Ondernemings- en Inkomensfiscaliteit had de veiligheidsfilters gedeactiveerd en de buitendiensten hebben een inkohiering gevalideerd die ze niet mochten valideren. Daarnaast bevat het programma van het inkohieringssysteem nog informaticafouten. Ten slotte benadrukt het verslag dat de communicatie is gebeurd op basis van foutieve gegevens, een verantwoordelijkheid die bij de administrateur-generaal van de belastingen en invorderingen wordt gelegd, omdat hij dit niet heeft gerapporteerd aan het directiecomité.

De minister had een aantal maatregelen genomen in afwachting van de definitieve audit. Nu deze er is, welke maatregelen zal de minister nemen? De aanbevelingen uit de audit die betrekking hebben op de werking van de FOD Financiën, zijn essentieel en geven de indruk dat het departement nog van nul moet worden opgebouwd. Wat zijn de conclusies van de minister? Hoe zit het met de nummers één en twee van het departement? Kunnen wij hen horen in commissie?

05.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik heb de commissie al twee documenten bezorgd die zonder probleem opgevraagd konden worden bij het secretariaat.

Ik begrijp de vraag van de heer Devlies over de nummers één en twee niet: wij gaan gewoon door met dezelfde personen.

Op 28 februari zullen we een hoorzitting houden met de heer Six, die zich bezighoudt met de inkohieringen. Eventueel kunnen hierna nieuwe maatregelen worden genomen, maar nu functioneren alle inkohieringen goed.

05.03 Carl Devlies (CD&V): De heer Six is niet de nummer één of nummer twee van de administratie van de minister.

De **voorzitter**: De hoorzitting is om tien uur. De heer Jamar zal de minister vervangen.

05.04 Carl Devlies (CD&V): De voorzitter van het directiecomité is de heer Laes van de MR en de tweede man van het directiecomité is de heer Delporte van de PS. Het zou nuttig zijn om hier de personen te horen die de eindverantwoordelijkheid dragen voor deze fouten. Volgens mij probeert de minister zijn verantwoordelijkheid te ontlopen en houdt hij informatie achter. Volgens de audit is de situatie op het departement bijzonder slecht.

De **voorzitter**: Dit is geen interpellatie, dus ik vraag de heer Devlies zich aan de tijdslimiet te houden.

05.05 Carl Devlies (CD&V): Ik zie dat de heer Wathelet ook niet tevreden is met het antwoord van de minister.

De **voorzitter**: Het gaat hier om een vraag en niet over een interpellatie, dus ik kan de heer Wathelet het woord niet geven.

05.06 Carl Devlies (CD&V): Ik zal hierover waarschijnlijk een interpellatie indienen.

De **voorzitter**: Het Reglement zegt dat de commissie wel om hoorzittingen kan vragen, maar dat ze de namen van de te horen ambtenaren niet kan opleggen aan de minister.

05.07 Minister Didier Reynders (Frans): Men stelt me regelmatig vragen over het personeelstekort op het departement, maar als hij hier voortdurend vragen daarover moet komen beantwoorden, zal het er nog slechter aan toegaan!

05.08 Carl Devlies (CD&V): De minister vindt een rekenfout van 883 miljoen dus niet zo belangrijk in het licht van alle andere vergissingen die er nog gebeuren. De democratische controle vraagt echter dat alle personen die in het rapport verantwoordelijk worden gesteld, hier ook gehoord worden.

De **voorzitter**: Op 28 februari vindt de hoorzitting hierover plaats. De heer Devlies kan daarna nog altijd via een interpellatie meer details proberen te verkrijgen als hij dat nodig zou achten.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het belasten van de meerwaarden op aandelen" (nr. 14087)

06.01 Melchior Wathelet (cdH): De pers maakte gewag van een voorakkoord tussen VLD en sp.a over het belasten van de meerwaarden op aandelen. Er was sprake van een belastingtarief van 10 procent en de maatregel zou op 1 maart 2007 in werking treden. De dag nadien werd dat bericht echter ontkend.

Vond overleg plaats over zo'n maatregel? Vanwaar kwam die informatie? Kan u bevestigen dat er geen enkele vorm van belasting op meerwaarden komt, zeker aan een belastingtarief van 10 procent, zoals vermeld in het artikel?

06.02 Minister Didier Reynders (Frans): Zoals de eerste minister en de twee betrokken politieke formaties al bevestigden zijn er geen plannen om de meerwaarden te belasten. Ik hoop dat u die informatie aan de heer Viseur en aan uw partijvoorzitster zal bezorgen, zodat die wat minder vragen zullen stellen.

Sinds acht jaar zorg ik ervoor dat de vrijstelling van meerwaarden een competitief voordeel van ons land blijft ten aanzien van andere landen. Ik ben niet van plan verandering te brengen in die toestand.

Ik weet dat ik op uw steun kan rekenen en hoop dat u nog andere leden van uw politieke familie kan overtuigen om ons daarin te steunen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de inkohieringen tijdens de maand januari 2007" (nr. 14176)

07.01 Carl Devlies (CD&V): Hoeveel belastingaanslagen in de personenbelasting werden er in januari 2007 gevestigd? Hoeveel aanslagen waren er met bijbetaling aan de Staat en hoeveel met terugbetaling door de Staat? Wat waren de globale bedragen? Wat was het eindresultaat? Kan de minister dezelfde gegevens meedelen inzake de vennootschapsbelasting?

07.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Inzake de personenbelasting werden er in januari 2007 in totaal 1.285.672 aanslagen gevestigd. Daarvan waren er 314.627 met bijbetaling, voor een bedrag van 234.325.964,94 euro. Er waren 653.522 aanslagen met terugbetaling, voor een bedrag van 689.726.484,47 euro. Het eindresultaat bedroeg dus min 455.400.519,53 euro.

Inzake de vennootschapsbelasting werden er in 2007 tot op heden 18.429 aanslagen gevestigd, voor een bedrag van min 225.871.035,79 euro. Bij de aanslagen met bijbetaling ging het om een bedrag van 11.833,91 euro en bij de aanslagen met terugbetaling om 225.882.869,70 euro.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer **Servais Verherstraeten** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het douanepersoneel" (nr. 14124)

08.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Douanepersoneel werkt in ploegen en ontvangt voor dat ploegwerk extra vergoedingen. Er zou tien uur worden uitbetaald, terwijl er maar acht worden gepresteerd.

Klopt het dat de betalingen zonder rechtsgrond plaatsvonden? Bestaan er geen wettelijke shiftvergoedingen? Hoe werden de vergoedingen uitbetaald en aan hoeveel mensen? Hoeveel bedraagt de gemiddelde vergoeding per ambtenaar? Moeten de ten onrechte uitbetaalde vergoedingen worden terugbetaald? Hoe zal de minister het probleem oplossen? Klopt het dat shiftvergoedingen enkel in Antwerpen worden betaald en niet in Zeebrugge?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): In de haven van Antwerpen werkt de verificatiedienst buiten de normale dienstregeling met vrijwilligers. In 2002 werden vaste en mobiele scanners in gebruik genomen. Die worden bediend door personeel uit de klassieke verificatiedienst. Die ambtenaren werken niet in een ploegenstelsel, maar in een beurtrol, waarvan de uren gedeeltelijk buiten de normale diensturen vallen. Die uren worden in een overurenregeling betaald, wat concreet betekent dat er dagelijks twee overuren tegen 100 procent worden uitbetaald. Jaarlijks kost dat 385.000 euro.

Bij een verdere uitbreiding van deze werkzaamheden zou het nuttig zijn het werk in ploegen te organiseren met een adequaat ploegenpremiestelsel. Ik heb de vakbonden al gevraagd te overleggen.

08.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Volgens de minister is er niets aan de hand en presteren de mensen gewoon een paar overuren waarvoor ze correct worden betaald. Volgens mijn informatie krijgen ze overuren betaald die ze niet werkelijk gepresteerd hebben om te compenseren dat er geen shiftvergoeding bestaat. Met dat systeem zijn er momenteel problemen.

Dit personeel levert heel belangrijk werk, waarvoor het gehonoreerd moet worden, maar dan wel op een correcte rechtsgrond. De verantwoordelijken voor het huidige systeem zouden valsheid in geschrifte gepleegd hebben. De situatie van het betrokken personeel zou geregulariseerd moeten worden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Servais Verherstraeten, die verwacht wordt in een andere commissie, gaat ermee akkoord dat de minister een schriftelijk antwoord verstrekt op zijn vraag nr. 14140. Hetzelfde geldt voor zijn vraag nr. 14141.

09 Vraag van de heer **Carl Devlies** aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de vennootschapsbelasting op regionale subsidies" (nr. 14183)

09.01 **Carl Devlies** (CD&V): Vorige vrijdag heeft de regering blijkbaar een beslissing genomen betreffende

de vennootschapsbelasting op regionale subsidies. Dat werd echter in de commissie van vorige week niet aangekondigd. Het zou gaan om een beslissing waardoor deze vennootschapsbelasting afgeschaft wordt voor de premies op ondernemerschap en landbouwsubsidies, een maatregel die 72,2 miljoen euro zou opbrengen voor de bedrijven. Zo stond het alleszins in de pers, waardoor in de landbouwsector werd gedacht dat ook de landbouwsubsidies onder deze regeling zouden vallen. Dat blijkt uiteindelijk niet het geval. Kan de minister toelichten of de regionale subsidies al dan niet belastbaar zijn voor de aanslagjaren 2007 en 2008?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De Ministerraad heeft niet beslist om de vennootschapsbelasting af te schaffen.

09.03 **Carl Devlies** (CD&V): De minister haalt zaken uit hun verband.

09.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): We gaan van 40 procent naar minder dan 34 procent en misschien tot 25 procent via de notionele intrest, maar zeker niet tot nul, zoals ik gelezen heb. Dat neemt niet weg dat ik een voorstander ben van de verdere verlaging van de vennootschapsbelasting, omdat dat het concurrentie- en investeringsklimaat voor ons land bevordert.

In verband met de regionale subsidies worden er reeds bepaalde kapitaal- en intrestsubsidies vrijgesteld door de artikelen 117 tot 119 van de wet van 23 december 2005 betreffende het Generatiepact. In deze vrijstelling wordt ook voorzien in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen dat momenteel ter bespreking voorligt.

Op 9 februari 2007 heeft de Ministerraad een werkgroep belast met het opstellen van een lijst van nog niet vrijgestelde regionale premies en subsidies. Deze werkgroep zal ook voorstellen formuleren op welke wijze deze vrijstellingen budgettair kunnen worden gecompenseerd. Verder heeft mijn administratie vanuit de Gewesten de vraag gekregen om te voorzien in de vrijstelling van vennootschapsbelasting op landbouwsubsidies en een vraag betreffende de aftrekbaarheid van een aantal milieutaksen. Ook vraagt de Vlaamse regering om verder te gaan met het btw-compensatiefonds. Wij zijn dus met een aantal zaken bezig en misschien kan er iets gebeuren in de nieuwe programmawet na de begrotingscontrole van maart.

09.05 **Carl Devlies** (CD&V): Het tarief van de vennootschapsbelasting werd wel verlaagd, maar tegelijk werd de belastbare basis verbreed, waardoor de feitelijke belastingdruk gestegen is. Verder stel ik vast dat er tijdens deze regeerperiode geen definitieve beslissingen meer zullen worden genomen betreffende de regionale subsidies. Het is een goede zaak dat er wordt nagedacht over het btw-compensatiefonds, want de liberalisering van de gas- en elektriciteitsmarkt brengt een enorme daling van inkomsten met zich mee voor de gemeenten. Vergeten we niet dat de minister de gemeenten ook een nieuwe btw-heffing opgelegd die op 1 juli van kracht zal worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.31 uur.